AD.

- 1 -
25 AVR. 1978
Coordination

L. 13.000/2.

F

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 28 décembre 1977, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant des mesures particulières en vue de régler l'application à la SABENA des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966", et en ayant délibéré dans ses séances des 1er février, 8 février, 15 février, 22 février, 1er mars et 8 mars 1978, a donné le 8 mars 1978 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 28e december 1977 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende bijzondere maatregelen op de toepassing van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, op de SABENA te regelen", heeft zich daarover beraden ter vergadering van 1 februari, 8 februari, 15 februari, 22 februari, 1 maart en 8 maart 1978, en op 8 maart 1978 het volgend advies gegeven :

25. AVR. 1978

OBSERVATIONS GENERALES.

A. Les lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966 sont applicables à la SABENA, et elles le sont non seulement dans les relations de cette société avec l'extérieur, mais aussi en ce qui concerne l'organisation de ses services et le statut de son personnel.

C'est ce qui ressort des termes des articles 1er et 48 des lois coordonnées. C'est ce que confirment les travaux préparatoires de la loi du 2 août 1963, dont la plupart des articles ont été repris dans ces lois coordonnées. Comme l'indiquent ces travaux préparatoires, le législateur a clairement exprimé sa volonté de soumettre, en principe, la SABENA, à la loi sur l'emploi des langues, y compris dans son organisation interne : c'est précisément dans ce but que le législateur a amendé la disposition formant l'article 1er, § 2, alinéa 2 des lois coordonnées. Selon le texte finalement adopté, pour qu'une des personnes visées au § 1er, 2°, tombe sous l'application des prescriptions des lois coordonnées "relatives à l'organisation des services, au statut du personnel et aux droits acquis, par celui-ci", il ne faut pas, contrairement à ce qui avait été envisagé au cours des travaux préparatoires, qu'elle soit à la fois instituée à l'intervention d'un pouvoir public et soumise à l'autorité d'un même pouvoir, il suffit qu'elle soit "soumise à l'autorité d'un pouvoir public" (projet de loi, Doc. parl. Ch. sess. 1961-1962, n° 331/1, page 65; texte modifié par la Commission de l'Intérieur : Rapport fait au nom de cette Commission par M. SAINT-REMY, Doc. parl. Ch. sess. 1961-1962, n° 331/27, pages 6-7, 12-13 et page 45; amendement de M. KIEBOOMS : Doc. parl.

.../...

Ch. sess. 1961-1962, n° 331/29; amendements de M. DECONINCK : Doc. parl. Ch. n° 331/30; texte de l'article ler, § 2, alinéa 2, tel qu'il a été modifié une nouvelle fois par la Commissio Rapport complémentaire fait par M. SAINT-REMY, Doc. parl. Ch., n° 331/35, page 5).

Les statuts de la SABENA font apparaître que cell ci est soumise au pouvoir de l'Etat. (Voir, spécialement l'article 6, a, 1°; l'article 11 et l'article 13). Le Conseil d'Etat a considéré que le directeur général de la SABENA est une autorité administrative lorsque, dans l'exercice des pouvoirs qui lui ont été délégués concernant le personnel, il prend une décision refusant à une organisation professionnell certaines facultés réclamées par celle-ci (Conseil d'Etat, 6 novembre 1975, "Belgian Corporation of Flying Hostesses", n° 17.266, Recueil 1975, page 943).

B. Si le législateur de 1963 a voulu soumettre la SABENA à la législation sur l'emploi des langues en matière administrative, il "pressentait les difficultés" qui auraient pu résulter d'une application intégrale à cette société de dispositions essentiellement conçues en raison des besoins des administrations publiques "et dès lors peu adaptée aux besoins techniques d'un transporteur aérien international, dont la position concurrentielle ne peut être affectée". C'est ce qu'observe à juste titre le Rapport au Roi.

Pour le motif indiqué, le législateur a inséré dans la loi du 2 août 1963, un article 37, qui est devenu l'article 48 des lois coordonnées et qui est rédigé comme suit :

.../...

"Article 48. Le Roi est autorisé à prendre des mesures particulières en vue de régler l'application des présentes lois coordonnées aux entreprises de transport aérien international, en tenant compte des conditions d'exploitation qui leur sont propres".

L'article a pour origine un amendement déposé par le Ministre de l'Intérieur, M. GILSON (Doc. parl. Ch. sess. 1961-1962, n° 331/34, page 2).

D'une part, l'article 48 confirme que les lois coordonnées sont applicables à la SABENA. D'autre part, il habilite le Roi à apporter, pour la SABENA, des dérogations aux dispositions de ces lois, dans la mesure où des règles particulières sont justifiées par les conditions d'exploitation qui sont propres à cette société en raison de ce que celle-ci a pour objet de gérer une entreprise de transport aérien international et en raison de l'ensemble des circonstances concrètes dans lesquelles elle doit le faire.

Il y a lieu de vérifier si les dispositions du projet restent dans les limites des pouvoirs conférés au Roi par l'article 48 des lois coordonnées.

I. Les articles 3, 4 et 6 du projet autorisent la SABENA à faire usage d'une langue étrangère, selon le cas, soit en plus de la langue ou des langues dont l'emploi est prévu par les lois coordonnées, soit même au lieu de cette langue ou de ces langues.

.../...

Les dispositions en projet visent notamment les cas où, dans les domaines techniques ou de la sécurité, les nécessités ou les usages du transport aérien civil exigent l'emploi d'une langue étrangère (art. 3). Un de ces cas - où la sécurité impose des mesures très strictes - est celui où il s'agit d'adresser des ordres de service à certains membres du personnel (art. 3, 2°).

Les dispositions en projet visent également les cas où ce sont les nécessités de la concurrence qui requièrent le recours à une langue étrangère (art. 4, 6 et 8).

Pour permettre, en fait, l'usage de langues étrangères dans les cas prévus par les articles cités, l'article 5 du projet autorise la SABENA, dans les limites et selon les modalités qu'il détermine, à "exiger de certains de ses agents une connaissance appropriée à leurs fonctions, d'une ou (de) plusieurs langues autres que celles dont la connaissance est prescrite par la législation linguistique".

L'habilitation donnée au Roi par l'article 48 des lois coordonnées Lui confère manifestement le pouvoir de prendre les mesures particulières dérogatoires qui ont été brièvement analysées. L'adoption de ces mesures apparaît d'emblée comme étant en concordance avec les termes dudit article 48. Au surplus, au cours des travaux préparatoires de la loi du 2 août 1963, le Ministre de l'Intérieur et plusieurs membres des Chambres législatives ont prévu, de manière fort explicite, la nécessité de recourir à de telles mesures. (Amendement de M. LOOS : Doc. parl. Ch. sess. 1961-1962, n° 331/36, page 4; déclarations de MM. KIEBOOMS et LOOS et réponse du Ministre GILSON : Ann. parl. Ch.

sess. 1962-1963, séance du 11 juillet 1963, page 19, pages 20-21, pages 61-62; Rapport fait par M. de STEXHE au nom de la Commission de l'Intérieur et de la Fonction publique : Doc. parl. Sénat sess. 1962-1963, n° 304, p. 30; déclarations de MM. DE BLOCK, TRAPPENIERS, ROLIN : Ann. parl. Sénat, sess. 1962-1963, séance du 24 juillet 1963, pages 1497 et 1514; déclaration de M. de STEXHE : Ann. parl. Sénat, séance du 25 juillet 1963, p. 1581).

II. L'article 7 du projet tend à établir une disposition dérogatoire d'une autre nature. Il est rédigé comme suit :

"Article 7.-

Sans préjudice de l'application de l'article 3, les services de la société dont l'activité s'étend à tout le pays et qui sont établis en Belgique, utilisent dans leurs services intérieurs, dans leurs rapports entre eux et dans leurs rapports avec les autres services dont l'activité s'étend à tout le pays, pour l'instruction des affaires localisées ou localisables à l'aéroport national (Zaventem), le français ou le néerlandais suivant que le rôle linguistique de l'agent à qui l'affaire est confiée est le rôle français ou le rôle néerlandais, étant entendu que la moitié des affaires doit être traitée en français et la moitié en néerlandais

Les règles établies par l'article 7 se révèlent comme étant étroitement liées à celle qui est énoncée à l'article 10, § 2, alinéa 1er : aux termes de cette disposition, sauf exceptions autorisées par d'autres textes, "dans les

.../...

services de la société dont l'activité s'étend à tout le pays, les emplois conférés à des agents de nationalité belge sont répartis, à tous les degrés de la hiérarchie en nombre égal entre les agents du rôle linguistique français et les agents du rôle linguistique néerlandais".

a) Pour faire apparaître de manière précise la portée de la dérogation que tend à établir l'article 7 du projet, il y a lieu de rappeler les règles générales fixées par les lois coordonnées.

Aux termes des articles 39, § 1er, 44 et 46, § 1er des lois coordonnées, les services dont l'activité s'étend à tout le pays - et qui consistent soit en des services centraux, soit en des services d'exécution établis en Belgique - sont tenus d'employer, dans leurs services intérieurs et dans leurs rapports avec les services locaux et régionaux de Bruxelles-capitale, la langue qui est déterminée par l'article 17. Aux termes du § 1er de ce dernier article, la langue qui doit être utilisée pour une affaire déterminée est, en ordre principal, la langue de la région où "l'affaire est localisée ou localisable" (§ 1er, A). La disposition énonce plusieurs critères subsidiaires et l'ordre dans lequel il doit être recouru à chacun de ceux-ci (§ 1er, B). Si l'affaire n'est ni localisée, ni localisable, la langue à employer pour la traiter est, en certains cas, celle de l'agent à qui l'affaire est confiée (§ 1er, B, 3°).

Au cours des travaux préparatoires de la loi du 2 août 1963, M. GILSON, Ministre de l'Intérieur, a fourni quelques explications au sujet des notions d' "affaire localisée" et d' "affaire localisable", qui sont reprises de

l'arrêté royal du 6 janvier 1933 : "On dit d'une affaire qu'elle est localisée lorsqu'elle trouve son origine dans une des régions linguistiques; on dit qu'elle est localisable lorsque, par une vue de l'esprit, les conditions sont remplies pour localiser une affaire dans une région déterminée" (Voir le rapport fait par M. SAINT-REMY au nom de la Commission de l'Intérieur : Doc. parl. Ch. sess. 1961-1962, n° 331/27, page 32).

Comme la déclaration du Ministre GILSON, le met en relief, les notions d' "affaire localisée" et d' "affaire localisable" ont, dans les lois coordonnées, une signification particulière. En effet, de nombreuses affaires concernen des opérations intellectuelles, pour une grande partie desquelles on ne peut admettre l'existence d'un lien avec un territoire déterminé qu'en recourant à une extension du concept de localisation.

Tenant compte de la portée très large donnée par le législateur aux notions indiquées, le Conseil d'Etat a énoncé divers critères permettant de discerner si une affaire est localisée ou localisable dans une région linguistique déterminée. (Conseil d'Etat 12 novembre 1968, Office national des pensions pour travailleurs salariés c/ HINTERNDORFER, n° 13.208, Rec. page 798; voir également Conseil d'Etat 22 novembre 1966, Office national des pensions pour ouvriers c/ GARBAREK, n° 12.067, Recueil page 906 du 11 décembre 1973, S.A. SOGETRA, n° 16.156, Recueil page 934).

Bien que les notions dont il s'agit aient donc un caractère très large, il serait excessif d'en déduire que toutes les affaires sont localisées ou localisables. Dans

.../...

certaines circonstances, sous peine de méconnaître complètement la nature des choses, il est impossible d'établir un lie entre l'affaire à traiter et une région linguistique déterminée. D'ailleurs, le législateur a expressément prévu le cas où une affaire ne serait "ni localisée, ni localisable" (Lois coordonnées, art. 17, § 1er, B).

En vue de prévenir tout danger de confusion, il y a lieu, -avant d'examiner si l'article 7 du projet trouve un fondement dans l'article 48 des lois coordonnées-, de relever que l'activité de la SABENA est "essentiellement tournée vers l'étranger" comme l'observe le Rapport au Roi. Il en résulte qu'une partie des affaires traitées par la SABENA ne sont ni localisées ni localisables à l'aéroport national de Zaventem ni à un autre lieu du territoire national. Ces affaires entrent dans la catégorie, visée par l'article 17, § 1er, B, des lois coordonnées, des affaires qui ne sont ni localisées ni localisables. Dans le cas prévu à l'article 17, § 1er, B, 3°, c'est en application de la règle générale énoncée par cette disposition, que de telles affaires doivent être traitées dans la langue de l'agent auquel chacune d'elle aura été confiée.

b) L'article 7 vise expressément "l'instruction des affaires localisées ou localisables à l'aéroport national (Zaventem)". Il a été exposé au a) de quelle manière et dans quelle mesure cet article déroge aux lois coordonnées.

Lors de son premier examen du projet de loi sur l'emploi des langues en matière administrative, la Commission de l'Intérieur de la Chambre des Représentants avait amendé l'article 2, § 2 du projet dans le but d'exclure

.../...

l'application de la loi à la SABENA dans l'organisation interne de celle-ci. En réponse à des objections soulevées par certains membres de la Commission contre la modification adoptée, un autre membre estima "devoir mettre la Commission en garde contre des solutions extrêmes" : "Au sein de la SABENA, l'application stricte de la loi lui paraît impossible, compte tenu de la présence d'un personnel technique fort spécialisé" (Rapport fait par M. SAINT-REMY : Doc. parl. Ch. sess. 1961-1962, n° 331/27, page 13).

Le Ministre de l'Intérieur, M. GILSON, qui avait promis de donner des éclaircissements complémentaires concernant le statut de la SABENA a déposé un amendement en vue d'établir un compromis entre les thèses opposées qui avaient été défendues (Doc. parl. Ch. sess. 1961-1962, n° 331/34, page 2). Cet amendement, déjà cité plus haut, a été voté sans modification. Il forme l'article 48 des lois coordonnées.

M. LOOS avait également présenté un amendement (Doc. parl. Ch. sess. 1961-1962, n° 331/36, page 4). Cet amendement habilitait le Roi à prendre des dispositions particulières pour la SABENA dans la mesure où il fallait "ten(ir) compte de la présence dans cette société de personnel technique étranger".

L'amendement du Ministre GILSON avait une portée plus large : il autorisait le Roi à tenir compte, d'une manière générale, des "conditions d'exploitation" propres aux entreprises de transport aérien international. (Dans le texte néerlandais : "met inachtneming van de omstandigheden die eigen zijn aan hun exploitatie"). A la séance publique du 11 juillet 1963, M. GILSON a demandé à la Chambre d'adopter

son propre amendement plutôt que celui de M. LOOS, parce qu'ayant une portée plus large et étant, en l'espèce, plus adéquat : " ... Nous disons donc la même chose en d'autres mots, d'une façon peut-être un peu moins limitative, mais plus appropriée parce qu'il n'y a pas que le seul problème du personnel technique étranger, il y a aussi les conditions techniques d'exploitation. Je crois que nous couvrons mieux la matière ..." (Ann. parl. sess. 1961-1962, séance du 11 juillet 1963, page 62).

Dans le commentaire qu'il a fait dudit article, M. de STEXHE l'a présenté comme une disposition qui, tout en ayant un caractère dérogatoire, a cependant une portée fort générale : "L'article 37 (devenu l'article 48 des lois coordonnées) donne au Roi le pouvoir de prendre des mesures particulières en vue de régler l'application de la loi aux entreprises de transport aérien international, en tenant compte des conditions d'exploitation qui leur sont propres. Ce règlement devra notamment tenir compte des réalités techniques, de la sécurité, des langues étrangères habituellement utilisées dans le transport aérien, et plus généralement de la situation de fait" (Rapport fait au nom de la Commission de l'Intérieur et de la Fonction publique : Doc. parl. Sénat, sess. 1962-1963, n° 304, page 30).

c) L'ensemble des éléments relevés ci-dessus permet de faire les observations suivantes.

1. Parmi les conditions d'exploitation qui sont propres à la SABENA en raison de sa qualité de transporteur aérien international, il faut certainement inclure la nécessité de recourir à un personnel technique fort spécialisé.

Il y a évidemment un lien nécessaire entre, d'une part, les règles fixées pour l'emploi des langues dans l'instruction des affaires et, d'autre part, les règles qui déterminent la répartition des emplois entre les agents d'un rôle et les agents de l'autre rôle. Compte tenu de la situation de fait, le Gouvernement peut estimer que l'application à la SABENA de la règle établie par les articles 17, § ler, A, 39, § ler, 44 et 46, § ler, pour l'emploi des langues dans l'instruction des affaires ne laisserait pas à cette société des facilités suffisantes pour le recrutement de son personnel technique spécialisé.

2. Selon la règle générale établie par l'article 43, § 3, des lois coordonnées, auquel renvoient les articles 44 et 46, § ler, pour chacun des services dont l'activité s'étend à tout le pays et dont le siège est établi en Belgique le Roi détermine, pour les emplois en dessous du grade de directeur "le nombre des emplois à attribuer au cadre français et au cadre néerlandais, en tenant compte, à tous les degrés de la hiérarchie, de l'importance que représentent respectivement, pour chaque service, la région de langue française et la région de langue néerlandaise". Selon les travaux préparatoires de la loi du 2 août 1963, le premier critère dont il faut tenir compte pour juger de l'importance qu'un service représente respectivement pour la région de langue néerlandaise et pour la région de langue française, est le "volume des affaires" à traiter dans l'une ou dans l'autre de ces langues. (Déclaration de M. SAINT-REMY, rapporteur à la séance de la Chambre des Représentants du 27 juin 1963, Ann. parl., page 18; déclaration de M. GILSON, Ministre de l'Intérieur à la séance du 11 juillet 1963, Ann. parl., page 54; déclaration de M. LEFEVRE, Premier Ministre à la séance du Sénat du 23 juillet 1963. Ann. parl., page 1477) (Voir égale-

ment l'avis du Conseil d'Etat sur le projet devenu l'arrêté royal du 10 avril 1967 portant le statut du personnel de la coopération avec les pays en voie de développement, Moniteur belge du 23 mai 1967 et l'arrêt du Conseil d'Etat du 2 avril 1974 A.S.B.L. "Association du personnel wallon et francophone des services publics" n° 16.342, Recueil page 357).

Même au cours des travaux préparatoires de la disposition de caractère général devenue l'article 43, § 3, des lois coordonnées, plusieurs intervenants ont relevé -en termes quelque peu imprécis mais suffisamment significatifs- que le Gouvernement ne serait pas tenu d'aller jusqu'à faire de la règle en projet, une application ayant une rigueur mathématique, mais qu'il pourrait et devrait avoir égard, à titre de critère subsidiaire, au souci de "maint(enir) au même niveau de la sollicitude gouvernementale les intérêts moraux et les intérêts matériels de nos deux collectivités linguistiques". Cette considération avait été exprimée par M. VAN CAUWELAERT dans un passage du Rapport qu'il a fait sur le projet devenu la loi du 28 juin 1932 (Doc. parl. Ch. sess. 1931-1932, n° 67, page 20). Lors des discussions qui ont précédé le vote de la loi du 2 août 1963, cet extrait a été cité dans la note du Gouvernement (reproduite par le Rapport de M. SAINT-REMY, Doc. parl. Ch. sess. 1961-1962, n° 331/27, page 32). Il a également été cité par M. de STEXHE dans son Rapport (Doc. parl. Sénat sess. 1962-1963, n° 304, pages 27-28).

.../...

Reconnaissant le caractère spécifique des conditions d'exploitation de la SABENA, le législateur de 1963 a estimé nécessaire d'insérer dans la loi sur l'emploi des langues en matière administrative, une disposition habilitant le Roi à prendre des mesures particulières pour cette société.

Eu égard au caractère dérogatoire de la disposition rappelée, le Gouvernement peut, dans l'exercice des pouvoirs qu'elle lui confère, se fonder sur la conception exprimée dans le Rapport au Roi selon laquelle, en raison de la nature de l'activité de la SABENA, "le volume des affaires à traiter n'y est pas fonction de l'importance des régions de langue française et de langue néerlandaise".

*

En conclusion, l'article 48 des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative habilite seulement le Roi à prendre des dispositions dérogatoires pour la SABENA dans la mesure où de telles dispositions sont justifiées par les conditions d'exploitation propres à cette société; mais il autorise le Roi à recourir, dans toute cette mesure, aux dispositions dérogatoires adéquates.

Dès lors, le Gouvernement n'excède pas les limites du pouvoir d'appréciation qu'il puise dans ledit

article 48, lorsqu'il arrête les mesures particulières à la SABENA en tenant compte, d'une part, de la nature spécifique de l'activité de celle-ci et, d'autre part, de la nécessité de laisser à cette société de larges possibilités de recruter du personnel technique spécialisé. En ayant égard à ces circonstances, le Roi peut décider que, sauf exceptions, "dans les services de la société dont l'activité s'étend à tout le pays, les emplois conférés à des agents de nationalité belge, sont répartis, à tous les degrés de la hiérarchie, en nombre égal entre les agents du rôle linguistique français et les agents du rôle linguistique néerlandais" (Art. 10, § 2, al. 1er du projet).

Afin d'assurer la cohérence de l'ensemble des mesures particulières à prendre concernant la SABENA, le Gouvernement peut, sur base de l'article 48 des lois coordonnées, établir les règles dérogatoires, prévues à l'article 7 du projet, "pour l'instruction des affaires localisées ou localisables à l'aéroport national (Zaventem)".

*

* *

.../...

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Préambule.

Le second alinéa doit être rédigé comme suit :

"Vu les avis des organisations syndicales reconnues;".

Dispositif.

L'emploi de l'indicatif présent doit être substitué à celui du futur dans tous les articles où le futur a été utilisé (articles 4, 5, alinéa 3, 6, § 1er, 11, alinéa 1er, 13, §§ 2 et 3).

*

Article 2.

Cet article est juridiquement inutile.
Si le Gouvernement estime, pour des raisons d'opportunité, devoir souligner le caractère dérogatoire de l'arrêté par rapport à la législation linguistique, l'article doit être rédigé comme suit :

"Article 2.-
La société est soumise à toutes les dispositions de la législation linguistique dans la mesure où il n'y est pas dérogé par le présent arrêté".

.../...

Par ailleurs, cet article trouverait mieux sa place dans le chapitre 1er.

Article 3.

Bien que l'exposé des motifs prête aux mots "terminologie habituellement utilisée ou prescrite dans le domaine de la navigation aérienne internationale" une portée extensive, il n'en demeure pas moins que seul l'emploi de la "terminologie" et non celui de la langue étrangère est permis par le texte.

L'on voit mal comment une autorisation aussi limitée peut se concilier avec les impératifs techniques et de sécurité mentionnés au liminaire de l'article.

L'article 3, 2), ne permet l'emploi d'une langue étrangère que concurremment ("également outre") à l'emploi de la ou des langues prescrites par la législation linguistique.

Une instruction au personnel chargé de l'entretien des avions devrait donc être donnée dans plusieurs langues.

Par ailleurs, la référence aux conventions internationales est trop limitative dans la mesure où des accords d'une autre nature seraient conclus par la Sabena.

Le texte suivant est proposé :

.../...

"Article 3.-

Lorsque, dans les domaines techniques ou de la sécurité, les nécessités ou les usages du transport aérien civil international le justifient, la société peut :

1° dans ses services intérieurs et dans les rapports entre ses services établis en Belgique avoir recours à la (langue) habituellement utilisée dans le domaine de la navigation aérienne internationale;

2° pour les ordres de service et les instructions au personnel, ainsi que pour les formulaires et imprimés destinés au service intérieur, utiliser également des (langues) autres que celles qui sont prescrites par la législation linguistique;

3° dans les rapports entre ses services établis en Belgique et ceux établis à l'étranger, utiliser des (langues) autres que celles qui sont prescrites par la législation linguistique".

Article 4.

Par souci de correction, il y a lieu de remplacer les mots "les nécessités concurrentielles" par "les nécessités de la concurrence".

La même observation vaut pour d'autres dispositions du projet où ces mots sont employés.

.../...

Article 5.

A l'alinéa 1er, il est proposé d'écrire "Lorsque les nécessités inhérentes à la concurrence, à la technique ou au domaine de la sécurité du transport aérien civil international le requièrent, la société peut exiger ... (la suite comme au projet)".

A l'alinéa 2, d'après le commentaire de la Commission permanente de contrôle linguistique, l'intention du Gouvernement est de ne permettre l'application de l'alinéa 1er que par ensemble d'emplois ou de fonctions.

Si telle est bien l'intention du Gouvernement, elle devrait être exprimée dans le texte par une phrase séparée.

Le texte suivant est proposé :

"Il ne peut être fait application de l'alinéa 1er que pour un ensemble d'emplois ou de fonctions et après avis de la Commission permanente de contrôle linguistique".

La première phrase de l'alinéa 3, doit être rédigée comme suit :

"La connaissance complémentaire et appropriée de l'une des langues nationales est vérifiée par un examen subi devant un jury dont la composition est arrêtée par le conseil d'administration de la société".

.../...

Article 6.

Selon les renseignements qui ont été donnés par le fonctionnaire délégué, l'intention du Gouvernement serait de permettre au Ministre de dispenser la société en matière de publicité et en matière de documents de transport non seulement de l'obligation de donner priorité aux langues nationales sur les langues étrangères, mais aussi de l'obligation d'utiliser les langues nationales concurrement avec les langues étrangères. Ni l'exposé des motifs, ni le texte de l'article 6 du projet ne traduisent exactement cette intention.

Le texte suivant est dès lors proposé pour cette disposition :

"Article 6.-

§ 1er. Lorsque les nécessités de la concurrence le requièrent, tout service régional de la société peut rédiger les avis, communications et formulaires destinés au public dans les langues autres que celles dont l'emploi est prescrit par la législation linguistique. Dans ce cas, les langues nationales doivent précéder la langue étrangère. En matière de publicité, le Ministre peut, sur proposition du Conseil d'administration de la société, dispenser celle-ci, soit d'utiliser les langues nationales, soit de leur donner la priorité.

§ 2. Lorsque les nécessités de la concurrence le requièrent, tout service régional, peut en matière d'actes, certificats, déclarations et autorisations, délivrés aux clients faire usage de langues autres que celles dont l'emploi est prescrit par la législation linguistique. Dans ce cas, les langues nationales doivent précéder la langue

.../...

étrangère. En matière de documents de transport, le Ministre peut, sur proposition du Conseil d'administration de la société, dispenser celle-ci soit d'utiliser les langues nationales soit de leur donner la priorité.

Article 7.

Voir l'observation générale B II.

L'article pourrait être rédigé comme suit :

"Article 7.-

Sous réserve de l'article 3, les services de la société dont l'activité s'étend à tout le pays et qui sont établis en Belgique se conforment aux dispositions suivantes, dans leurs services intérieurs, dans leurs rapports entre eux et dans leurs rapports avec les services dont l'activité s'étend à tout le pays autres que ceux de la société :

a) pour l'instruction des affaires localisées ou localisables à l'aéroport national (Zaventem), lesdits services de la société emploient le français ou le néerlandais selon que l'affaire est confiée à un agent du rôle français ou à un agent du rôle néerlandais;

b) en outre, les affaires visées au a) sont réparties, par moitié, entre les agents du rôle français et les agents du rôle néerlandais".

.../...

Article 8.

L'article établit pour les services visés à l'article 7, des règles semblables à celles que l'article 6 énonce pour les services régionaux.

La portée des dispenses prévues par chacun des deux paragraphes de l'article 8, soulève la même question - et a donné lieu aux mêmes explications du fonctionnaire délégué - que les dispenses dont l'octroi est permis par chacun des deux paragraphes de l'article 6.

Par conséquent, il y a lieu de donner à l'article 8, une rédaction analogue à celle de l'article 6. Le texte suivant est proposé :

"Article 8.-

§ 1er. Lorsque les nécessités de la concurrence le requièrent, les services de la société visés à l'article 7 peuvent rédiger les avis, communications et formulaires destinés au public, dans des langues autres que celles dont l'emploi est prescrit par la législation linguistique. Dans ce cas, les langues nationales doivent précéder la langue étrangère. Toutefois, lorsqu'il s'agit de la publicité ou des exigences de la sécurité du transport aérien, le Ministre peut, sur proposition du conseil d'administration de la société, dispenser celle-ci, soit de donner priorité aux langues nationales, soit d'utiliser celles-ci.

§ 2. Lorsque les nécessités de la concurrence le requièrent, les services de la société visés à l'article 7 peuvent, en matière d'actes, certificats, déclarations et autorisations délivrés aux clients, faire usage de langues

.../...

autres que celles dont l'emploi est prescrit par la législation linguistique. Danx ce cas, les langues nationales doivent précéder la langue étrangère. En matière de documents de transport, le Ministre peut, sur proposition du conseil d'administration de la société, dispenser celle-ci, soit de donner priorité aux langues nationales, soit d'utiliser celles-ci".

Article 9.

L'article vise les services de la société établis à l'étranger et comprenant du personnel de nationalité belge.

Il est manifestement inspiré par l'article 47, § 5, des lois coordonnées. Dès lors, il est souhaitable, à l'article 9 du projet, de reprendre, dans une plus large mesure les termes dudit article 47, § 5, et de rédiger la fin de l'article 9 comme suit : "de manière telle que le public belge puisse se servir, sans la moindre difficulté, du français ou du néerlandais".

Article 10.

Voir l'observation générale B II.

§ 2, alinéa 2.

La disposition est rédigée comme suit :

"Toutefois, pour le personnel ouvrier qui est affecté à un service établi à l'aéroport national (Zaventem), une dérogation à cette règle peut être tolérée vu son aire de recrutement".

.../...

La disposition indique sans doute, de manière parfaitement claire, qu'elle a pour objet de permettre de déroger, en ce qui concerne le personnel ouvrier affecté à un service de l'aéroport, à la règle de la répartition des emplois en nombre égal, à tous les degrés de la hiérarchie, entre les agents du rôle néerlandais et les agents du rôle français, règle qui est énoncée par l'article 10, § 2, alinéa 1er. Mais la disposition examinée, qui constitue l'alinéa 2 de ce même paragraphe, ne permet aucunement de déterminer si les dérogations doivent être établies par la voie de dispositions générales ou par la voie de décisions individuelles. La disposition ne permet pas non plus de déterminer quelle est l'autorité compétente pour prendre la décision au sujet des dérogations. L'article 10, § 2, alinéa 2, devrait donc être revu de telle sorte qu'il exprime de manière plus précise les intentions du Gouvernement.

Pour ce qui est du texte, le terme "tolérée" n'est pas exact; il devrait être remplacé par le terme "autorisée". En outre, l'expression "aire de recrutement" ne paraît pas adéquate.

§ 2, alinéa 3.

A chacune des deux places où la disposition emploie le terme "maintenue", il y a lieu de le remplacer par le terme "assurée".

§ 3.

Il serait préférable de rédiger le début de la disposition comme suit :

.../...

"§ 3. Le conseil d'administration de la société peut, à titre exceptionnel, et par décision individuelle prise à la majorité des 2/3 ... (la suite comme au projet)".

§ 4.

Il conviendrait de reprendre également dans le § 4, le texte proposé pour le § 3.

§ 5, alinéa 1er.

Par souci d'exactitude, il y aurait lieu de rédiger la disposition comme suit :

"§ 5. Les règles dérogatoires établies par les §§ 3 et 4 ne peuvent être appliquées qu'après consultation par le Ministre, de la Commission permanente de contrôle linguistique".

§ 5, alinéa 2.

Afin de prévenir des incertitudes lors de l'application de la disposition, il y aurait lieu de prévoir à l'alinéa 2, la notification de l'avis de la Commission permanente de contrôle linguistique.

La disposition pourrait, dès lors, être rédigée comme suit :

"La Commission notifie son avis dans les trente jours de la réception de la demande. Si aucun avis n'a été notifié dans ce délai, il peut être passé outre".

.../...

Article 11.

Le texte suivant est proposé pour l'alinéa 1er :

"L'égalité numérique prescrite par l'article 10, § 2, est réalisée progressivement dans le plus bref délai, à chaque degré de la hiérarchie, de manière à être atteinte cinq ans au plus tard après l'entrée en vigueur du présent arrêté".

L'alinéa 3 devrait être rédigé comme suit :

"Le Ministre transmet, en outre, à la Commission permanente de contrôle linguistique, au cours du mois de mars de chaque année, un rapport détaillé indiquant les mesures prises, pendant l'année écoulée, en exécution du présent article".

Article 12.

§ 1er. Dans ce § 1er, il y aurait lieu d'employer la formule "... n'eût été la nécessité d'appliquer l'article 10, § 2, ou l'article 11, alinéa 1er ...".

§ 2. Dans ce § 2, pour se conformer à l'usage, il y a lieu d'indiquer la référence comme suit : "Au cours de la période prévue à l'article 11, alinéa 1er ...".

Cette observation vaut également pour l'article 12, § 1er.

§ 4. Le texte suivant est proposé :

.../...

"§ 4. Les articles 10, § 2 et 11 ne portent pas préjudice aux droits à une promotion qui ont été acquis par des agents en raison de l'exercice de fonctions auxquelles ils ont été désignés au plus tard à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté".

Article 13.

§ 1er. La rédaction suivante est proposée pour le § 1er :

"§ 1er. Tout agent de nationalité belge en fonctions à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté et affecté à un service de la société dont l'activité s'étend à tout le pays, est inscrit par le conseil d'administration de la société, sur le rôle linguistique français ou sur le rôle linguistique néerlandais, selon la langue dans laquelle il a fait ses études, cette langue étant déterminée par le diplôme, le certificat d'études ou la déclaration du directeur d'école".

§ 2. Il y a lieu d'apporter à la disposition l'amendement de forme suivant :

"... sur la connaissance approfondie de la langue autre que celle qui est déterminée conformément au § 1er ...".

§ 3. Dans le projet, la disposition est rédigée comme suit :

.../...

"§ 3. Si aucun diplôme, certificat d'études ou déclaration du directeur d'école n'était requis lors du recrutement, la connaissance approfondie de la langue du rôle dans lequel l'agent sera inscrit sera constatée par un examen. En sera toutefois dispensé, l'agent dont les diplômes, certificat d'études ou déclaration du directeur sanctionnent des études faites uniformément soit en français, soit en néerlandais. Il sera inscrit par le conseil d'administration au rôle linguistique correspondant à cette langue.

L'agent inscrit d'office à un rôle linguistique en vertu de l'alinéa précédent, peut demander l'application des dispositions faisant l'objet du § 2".

Ni le texte de la disposition, ni le rapport au Roi, ne permettent de résoudre les questions suivantes :

a) Les études doivent-elles être considérées "comme faites uniformément soit en français soit en néerlandais" lorsqu'elles ont été faites dans une langue pour un cycle complet d'études mais dans l'autre langue pour un autre cycle complet ?

b) Quelle est la situation de l'agent qui a obtenu plusieurs diplômes correspondant à des ensembles complets d'années d'études lorsque l'intéressé a suivi en français un ensemble complet d'années d'études et en néerlandais un autre ensemble complet d'années d'études ?

.../...

c) Dans les cas prévus par l'article 13, § 3, alinéa 1er, seconde phrase, le conseil d'administration de la SABENA a-t-il l'obligation de dispenser d'office de l'obligation de se soumettre à un examen, l'agent qu'il sait se trouver dans les conditions requises ou, au contraire, cet agent doit-il introduire une demande de dispense ?

En outre, la disposition appelle des amendements de pure forme, et notamment :

A l'alinéa 1er, première phrase, il serait préférable d'écrire : "... la connaissance approfondie de la langue correspondant au rôle sur lequel l'agent doit être inscrit ...".

§ 4. La référence à l'arrêté du 30 novembre 1966 (n° IX) doit mentionner l'intitulé exact et complet de cet arrêté : "arrêté royal du 30 novembre 1966 fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 (IX)".

Article 14.

L'article est rédigé comme suit :

.../...

"Article 14.-

Les rôles linguistiques sont publiés par la société dans les quatre mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Chaque agent visé à l'article 13 reçoit personnellement et contre accusé de réception, notification de son inscription à un rôle linguistique.

En outre, tout agent de la société reçoit, à sa demande, un exemplaire gratuit des rôles publiés".

Dans le commentaire de l'article 14, alinéa 1er, le Rapport au Roi se borne à déclarer que "La publication des rôles linguistiques ... se fera selon les modes habituels de diffusion des instructions générales propres à la société".

Il est nécessaire de déterminer si les mesures de publication prévues sont destinées à faire connaître la composition des rôles linguistiques aux agents de la société ou à des personnes étrangères à celle-ci. Dans la première hypothèse, la publication est de peu d'utilité compte tenu des règles établies par l'article 14, alinéas 2 et 3. Dans la seconde hypothèse, l'arrêté en projet doit fixer lui-même la forme de la publication et choisir un mode qui permette, en fait, aux personnes étrangères à la SABENA, de prendre connaissance de la composition des rôles linguistiques des agents de celle-ci.

Si le Gouvernement estime qu'une procédure de publication destinée à informer les personnes étrangères à la SABENA a un caractère trop lourd, il lui appartiendra d'examiner par quelles dispositions il garantira aux tiers justifiant d'un intérêt, le droit d'obtenir communication de tout ou partie des rôles linguistiques. Une telle

mesure paraît postulée par l'économie même de l'article 15 du projet.

Il ressort de l'article 15 que la publication prévue par l'article 14, alinéa 1er, constituera le point de départ d'un délai de réclamation. Pour prévenir des difficultés au sujet de la détermination du jour où le délai commencera à courir, il est nécessaire que l'acte de publication indique la date à laquelle celle-ci est effectuée.

Article 15.

A. L'article 15, alinéa 1er, est rédigé comme suit :

"Article 15.-

Sans préjudice des facultés offertes par la législation linguistique, tout intéressé peut, dans les deux mois de la publication, par requête motivée adressée au Président du conseil d'administration, contester son inscription ou celle d'un autre agent".

En son début, la disposition emploie la formule "tout intéressé" pour déterminer les personnes qui ont la faculté de contester une inscription faite sur un rôle linguistique. Le Rapport au Roi précise que le mot "intéressé" "vise aussi bien l'agent qui conteste sa propre inscription que toute autre personne, physique ou morale, qui pourrait se prévaloir de la lésion ou de l'intérêt requis par l'article 19 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat".

.../...

Le texte final de la disposition est le suivant : "contester son inscription ou celle d'un autre agent". Ce texte implique logiquement que la requête contestant une inscription sur un rôle linguistique ne pourrait être introduite que par un agent de la SABENA; il n'est donc pas en concordance avec la formule employée auparavant, ni avec les explications données dans le Rapport au Roi, qui en confirment la portée. Les derniers mots de l'article 15, alinéa 1er, doivent donc être remplacés par le texte suivant : "contester son inscription ou toute autre inscription faite sur un des rôles linguistiques".

B. L'article 15 appelle, en outre, les observations suivantes.

A l'alinéa 1er, par souci de précision, il y aurait lieu d'écrire : "dans les deux mois de la publication prévue par l'article 14, alinéa 1er".

A l'alinéa 2, il convient de supprimer les mots "et s'il échet, après avoir pris l'avis de la direction générale de la société". Il va de soi qu'avant de prendre une décision dans l'exercice de ses pouvoirs de gestion, le conseil d'administration de la SABENA peut demander l'avis du directeur général.

Article 16.

L'arrêté en projet constitue une mesure d'application des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative puisqu'il a pour objet de déterminer les dispositions particulières nécessaires pour régler l'application de ces lois à la SABENA.

.../...

Dès lors, l'article 16 du projet se borne à répéter, en ce qui concerne la SABENA, la règle générale établie par l'article 60, § 1er, des lois coordonnées. Ledit article 16 est donc juridiquement superflu et devrait être omis.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

A. De op 18 juli 1966 gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken zijn op de SABENA van toepassing, niet alleen voor de betrekkingen van die vennootschap naar buiten maar ook voor de organisatie van haar diensten en voor het statuut van haar personeel.

Dat blijkt uit de bewoordingen van de artikelen 1 en 48 van de gecoördineerde wetten. Dat wordt ook bevestigd door de parlementaire voorbereiding van de wet van 2 augustus 1963, waarvan de meeste artikelen in de gecoördineerde wetten overgenomen zijn. Zoals diezelfde parlementaire voorbereiding uitwijst, heeft de wetgever duidelijk de wil te kennen gegeven om de SABENA in beginsel, ook wat haar interne organisatie betreft, aan de bestuurstaalwet te onderwerpen : daarom juist heeft hij de bepaling die nu artikel 1, § 2, tweede lid, van de gecoördineerde wetten is, geamendeerd. Opdat personen als bedoeld in § 1, 2°, vallen onder de voorschriften uit de gecoördineerde wetten die "betrekking hebben op de organisatie van de diensten, de rechtspositie van het personeel en op de door dit laatste verkregen rechten", is het volgens de uiteindelijk aangenomen tekst en in tegenstelling tot wat tijdens de parlementaire bespreking overwogen was, niet nodig dat zij "door tussenkomst van een openbare macht opgericht" zijn en tevens "onder het gezag van diezelfde openbare macht staan", maar is het voldoende dat zij "onder het gezag van een openbare macht" staan (wetsontwerp, Gedr. St. Kamer, zitting 1961-1962, nr. 331/1, blz. 65; tekst gewijzigd door de Commissie voor de Binnenlandse Zaken : verslag namens die Commis-

.../...

sie uitgebracht door de Hr SAINT-REMY, Gedr. St. Kamer, zitting 1961-1962, nr. 331/27, blz. 6-7, 12-13 en blz. 45; amendement van de Hr KIEBOOMS : Gedr. St. Kamer, zitting 1961-1962, nr. 331/29; amendementen van de Hr DECONINCK : Gedr. St. Kamer, nr. 331/30; tekst van artikel 1, § 2, tweede lid, zoals hij andermaal door de Commissie gewijzigd is : aanvullend verslag van de Hr SAINT-REMY, Gedr. St. Kamer, nr. 331/35, blz. 5).

Blijkens haar statuten is de SABENA aan het staatsgezag onderworpen (zie inzonderheid artikel 6, a, 1°; artikel 11 en artikel 13). De Raad van State heeft geoordeeld dat de directeur-generaal van de SABENA een administratieve overheid is wanneer hij, in de uitoefening van de hem met betrekking tot het personeel opgedragen bevoegdheid, een beslissing neemt die weigert aan een beroepsorganisatie bepaalde door haar opgeëiste rechten te verlenen (Raad van State, 6 november 1975, "Belgian Corporation of Flying Hostesses", nr. 17.266, Verzameling 1975, blz. 1015).

B. Toen de wetgever van 1963 de SABENA aan de bestuurstaalwetten wilde onderwerpen, heeft hij "voorvoeld welke moeilijkheden" zouden kunnen ontstaan uit een integrale toepassing op die vennootschap van bepalingen die essentieel zijn afgestemd op de noden van de openbare besturen "en dienvolgens weinig aangepast aan de technische noodwendigheden van een internationale luchtvervoerder waarvan trouwens de concurrentiemogelijkheden niet mogen aangetast worden". Het verslag aan de Koning wijst daar terecht op.

.../...

Om die reden heeft de wetgever in de wet van 2 augustus 1963 een artikel 37 opgenomen dat het als volgt luidende artikel 48 van de gecoördineerde wetten geworden is :

"Artikel 48. De Koning wordt gemachtigd bijzondere maatregelen te treffen om de toepassing van deze gecoördineerde wetten op de bedrijven voor internationaal luchtverkeer te regelen met inachtneming van de omstandigheden die eigen zijn aan hun exploitatie".

Het artikel vindt zijn oorsprong in een amendement van de toenmalige Minister van Binnenlandse Zaken, de Heer GILSON (Gedr. St. Kamer, 1961-1962, nr. 331/34, blz. 2).

Enerzijds bevestigt artikel 48 dat de gecoördineerde wetten op de SABENA van toepassing zijn. Anderzijds machtigt het de Koning om, voor de SABENA, van de bepalingen van die wetten af te wijken in de mate dat de aan de exploitatie van de SABENA eigen omstandigheden bijzondere regels wettigen wegens het doel van de vennootschap, namelijk een bedrijf voor internationaal luchtverkeer te beheren, en wegens het geheel van de concrete omstandigheden waarin zij dat moet doen.

Nagegaan moet worden of de bepalingen van het ontwerp niet treden buiten de grenzen van de bevoegdheid welke artikel 48 van de gecoördineerde wetten aan de Koning heeft verleend.

.../...

I. De artikelen 3, 4 en 6 van het ontwerp machtigen de SABENA een vreemde taal te gebruiken, zij het benevens de taal of de talen waarvan het gebruik door de gecoördineerde wetten is voorgeschreven, of zelfs in plaats van die taal of van die talen.

De ontworpen bepalingen hebben onder meer betrekking op de gevallen dat "in het technische vlak of in het vlak van de veiligheid, de noodwendigheden of de gebruiken van het internationaal burgerlijk luchtverkeer" het gebruik van een vreemde taal vereisen (artikel 3). Een van die gevallen - waarin de veiligheid zeer strakke maatregelen vereist - is dat waarin het gaat om het geven van dienstorders aan bepaalde leden van het personeel (artikel 3, 2°).

In andere ontwerpbepalingen is gedacht aan de behoeften van de concurrentie die het gebruik van een vreemde taal eisen (artikelen 4, 6 en 8).

Opdat in de gevallen waarop de aangehaalde artikelen betrekking hebben werkelijk vreemde talen kunnen worden gebruikt, machtigt artikel 5 van het ontwerp de SABENA om, binnen de grenzen en op de wijze welke het bepaalt "van bepaalde personeelsleden een aan hun functie aangepaste kennis te eisen van een of meer andere talen dan die waarvan de kennis door de taalwetgeving wordt voorgeschreven".

.../...

De machtiging welke artikel 48 van de gecoördineerde wetten aan de Koning verleent, geeft Hem kennelijk de bevoegdheid tot het vaststellen van de hiervoren bondig geschetste bijzondere afwijkende maatregelen, die overigens volstrekt in overeenstemming met de termen van het aangehaalde artikel 48 lijken te zijn. Tijdens de parlementaire voorbereiding van de wet van 2 augustus 1963 hebben de Minister van Binnenlandse Zaken en verscheidene leden van de Wetgevende Kamers trouwens zeer nadrukkelijk gewezen op de noodzaak van zodanige maatregelen (amendement van de Hr LOOS : Gedr. St. Kamer, zitting 1961-1962, nr. 331/36, blz. 4; verklaringen van de Heren KIEBOOMS en LOOS en antwoord van Minister GILSON : Handelingen Kamer, zitting 1962-1963, vergadering van 11 juli 1963, blz. 19, blz. 20-21, blz. 61-62; verslag door de Hr de STEXHE namens de Commissie voor de Binnenlandse Zaken en het Openbaar Ambt uitgebracht : Gedr. St. Senaat, zitting 1962-1963, nr. 304, blz. 30; verklaringen van de Heren DE BLOCK, TRAPPENIERS, ROLIN : Handelingen Senaat, zitting 1962-1963, vergadering van 24 juli 1963, blz. 1497, 1514; verklaring van de Hr de STEXHE : Handelingen Senaat, vergadering van 25 juli 1963, blz. 1581).

II. Artikel 7 van het ontwerp bevat een andere afwijkingsbepaling, in dezer voege :

"Artikel 7.-

Onverminderd de toepassing van artikel 3 gebruiken de diensten van de vennootschap waarvan de werk-

.../...

kring het hele land bestrijkt en die in België gevestigd zijn, in hun binnendiensten, in hun onderlinge betrekkingen en in hun betrekkingen met de andere diensten waarvan de werkkring het hele land bestrijkt, voor de behandeling van de zaken die in de nationale luchthaven (Zaventem) gelocaliseerd of localiseerbaar zijn, het Nederlands of het Frans, naargelang de taalrol van het personeelslid aan wie de zaak wordt toevertrouwd, het Nederlands of het Frans is, met dien verstande dat de helft van die zaken in het Nederlands en de helft in het Frans moeten worden behandeld".

De in artikel 7 gestelde regels lijken nauw verbonden te zijn met de regel van artikel 10, § 2, eerste lid : volgens die bepaling worden, behoudens door andere teksten toegestane uitzonderingen : "in de diensten van de vennootschap waarvan de werkkring het hele land bestrijkt, de betrekkingen, toegekend aan personeelsleden van Belgische nationaliteit, op alle trappen van de hiërarchie in gelijke mate toegewezen aan personeelsleden van de Nederlandse taalrol en personeelsleden van de Franse taalrol".

a) Voor een scherpe aflijning van de strekking van de in artikel 7 van het ontwerp neergelegde afwijking, moeten de algemene regels van de gecoördineerde wetten in herinnering worden gebracht.

Krachtens de artikelen 39, § 1, 44 en 46, § 1, van de gecoördineerde wetten moeten de diensten waarvan de werkkring het ganse land bestrijkt - en die hetzij

.../...

centrale diensten hetzij in België gevestigde uitvoeringsdiensten zijn - in hun binnendiensten en in hun betrekkingen met de plaatselijke en gewestelijke diensten uit Brussel-Hoofdstad de taal gebruiken die bepaald is in artikel 17. Luidens § 1 van het laatstgenoemde artikel is de taal die voor een bepaalde zaak moet worden gebruikt in hoofdzaak de taal van het gebied waar "de zaak gelocaliseerd of localiseerbaar is" (§ 1, A). De bepaling vermeldt een aantal bijkomende maatstaven en de orde waarin elk daarvan in aanmerking komt (§ 1, B). Een niet gelocaliseerde of niet localiseerbare zaak moet in bepaalde gevallen worden behandeld in de taal van de ambtenaar "aan wie de zaak wordt opgedragen" (§ 1, B, 3°).

Tijdens de bespreking van de wet van 2 augustus 1963, heeft de Hr GILSON, Minister van Binnenlandse Zake de overigens aan het koninklijk besluit van 6 januari 1933 ontleende begrippen "gelocaliseerde zaak" en "localiseerbare zaak", toegelicht : "Van een zaak wordt gezegd dat zij gelocaliseerd is, wanneer zij haar oorsprong heeft in één van de taalstreken; zij wordt "localiseerbaar" geheten, wanneer theoretisch aanvaard wordt dat de voorwaarden verenigd zijn om een zaak in een bepaalde streek te localiseren" (zie het verslag door de Hr SAINT-REMY uitgebracht namens de Commissie voor de Binnenlandse Zaken : Gedr. St. Kamer, zitting 1961-1962, nr. 331/27, blz. 32).

.../...

Zoals Minister GILSON er in zijn verklaring duidelijk op wijst, hebben de begrippen "gelocaliseerde zaak" en "localiseerbare zaak" in de gecoördineerde wetten een bijzondere betekenis. Heel wat zaken komen immers neer op geestesarbeid, waar meestal van gebondenheid aan een bepaald grondgebied slechts sprake kan zijn als men het begrip localisatie gaat verruimen.

Rekening houdend met de zeer ruime strekking welke de wetgever aan de genoemde begrippen heeft gegeven, heeft de Raad van State een aantal maatstaven aangelegd aan de hand waarvan kan worden uitgemaakt of een zaak in een bepaald taalgebied gelocaliseerd of localiseerbaar is (Raad van State 12 november 1968, Rijksdienst voor werknemerspensioenen t/ HINTERNDORFER, nr. 13.208, Verzameling blz. 845; zie ook Raad van State 22 november 1966, Rijksdienst voor arbeiderspensioenen t/ GARBAREK, nr. 12.067, Verzameling blz. 970; 11 december 1973, n.v. SOGETRA, nr. 16.156, Verzameling blz. 1008).

De zeer ruime strekking van die begrippen wettigt daarom nog niet de conclusie dat alle zaken gelocaliseerd of localiseerbaar zijn. In bepaalde gegeven omstandigheden is het, zonder totale verdraaiing van zaken, onmogelijk een verband te leggen tussen de te behandelen zaak en een bepaald taalgebied. De wetgever heeft trouwens uitdrukkelijk voorzien in het geval dat een zaak "niet gelocaliseerd of niet localiseerbaar" mocht zijn (gecoördineerde wetten, artikel 17, § 1, B).

.../...

Om ieder misverstand te voorkomen, en alvorens na te gaan of artikel 7 van het ontwerp rechtsgrond vindt in artikel 48 van de gecoördineerde wetten, bedenke men dat de werkzaamheid van de SABENA "hoofdzakelijk afgestemd is op het buitenland", zoals het verslag aan de Koning opmerkt. Dat betekent meteen dat een deel door de SABENA te behandelen zaken niet gelocaliseerd of localiseerbaar zijn in de nationale luchthaven van Zaventem noch op enige andere plaats van 's Rijks grondgebied. Die zaken vallen onder de in artikel 17, § 1, B, van de gecoördineerde wetten bedoelde categorie van niet gelocaliseerde of niet localiseerbare zaken. In het geval van artikel 17, § 1, B, 3°, moeten zij op grond van de in die bepaling gestelde algemene regel worden behandeld in de taal van de ambtenaar aan wie elk van die zaken is opgedragen.

b) In artikel 7 is met zoveel woorden sprake van "de behandeling van de zaken die in de nationale luchthaven (Zaventem) gelocaliseerd of localiseerbaar zijn". Onder a) is gezegd hoe en in welke mate dit artikel afwijkt van de gecoördineerde wetten.

Bij haar eerste onderzoek van de ontwerp-bestuurstaalwet had de Kamercommissie voor de Binnenlandse Zaken artikel 2, § 2, van het ontwerp zo geamendeerd, dat de wet niet van toepassing zou zijn op de interne organisatie van de SABENA. Als antwoord op de opwerpingen van bepaalde commissieleden tegen de aangenomen wijziging meende een ander lid "de Commissie te moeten waarschuwen

.../...

tegen extreme oplossingen" : "De strikte toepassing van de wet in de SABENA lijkt hem onmogelijk in verband met het feit, dat daar zeer gespecialiseerd technisch personeel te werk is gesteld" (verslag uitgebracht door de Hr SAINT-REMY : Gedr. St. Kamer, zitting 1961-1962, nr. 331/27, blz. 13).

De Minister van Binnenlandse Zaken, de Heer GILSON, die beloofd had opheldering te zullen verstrekken over het SABENA-statuut, diende een amendement in om de tegengestelde standpunten te verzoenen (Gedr. St. Kamer, zitting 1961-1962, nr. 331/34, blz. 2). Dat meergenoemde amendement werd ongewijzigd aangenomen, en is artikel 48 van de gecoördineerde wetten geworden.

Er was ook een amendement LOOS geweest (Gedr. St. Kamer, zitting 1961-1962, nr. 331/36, blz. 4) om de Koning te machtigen tot het vaststellen van bijzondere bepalingen voor de SABENA in de mate waarin rekening moest worden gehouden "met de aanwezigheid van buitenlands personeel in deze vennootschap".

Het amendement van Minister GILSON had een ruimere strekking : het machtigde de Koning om voor de bedrijven voor internationaal luchtverkeer in het algemeen rekening te houden met "de omstandigheden die eigen zijn aan hun exploitatie" (in de Franse tekst "des conditions d'exploitation qui leur sont propres"). In de openbare vergadering van 11 juli 1963 verzocht de Heer GILSON de Kamer zijn amendement, en niet dat van de Heer LOOS aan te nemen omdat het zijne verder reikte en in het onderhavige geval dienstiger was : "... Nous disons donc la même chose en d'autres mots, d'une façon

.../...

peut-être un peu moins limitative, mais plus appropriée parce qu'il n'y a pas que le seul problème du personnel technique étranger, il y a aussi les conditions techniques d'exploitation. Je crois que nous couvrons mieux la matière ..." (Handelingen, zitting 1961-1962, vergadering van 11 juli 1963, blz. 62).

In een commentaar daarop heeft de Heer de STEXHE dat artikel voorgesteld als een bepaling die weliswaar een afwijkingsbepaling was maar niettemin een zeer algemene strekking had : "Artikel 37 (in de gecoördineerde wetten artikel 48) machtigt de Koning om bijzondere maatregelen te nemen ten einde de toepassing van de wet op de bedrijven voor internationaal luchtverkeer te regelen, met inachtneming van de omstandigheden die eigen zijn aan hun exploitatie. Deze regeling moet onder meer rekening houden met de technische omstandigheden, met de veiligheid, met buitenlandse talen die gewoonlijk gebruikt worden in het luchtvervoer en meer in het algemeen, met de feitelijke toestand" (verslag uitgebracht namens de Commissie voor de Binnenlandse Zaken en het Openbaar Ambt : Gedr. St. Senaat, zitting 1962-1963, nr. 304, blz. 30).

c) Op grond van al het bovenstaande mogen de volgende opmerkingen worden gemaakt.

1. Tot de omstandigheden die eigen zijn aan de exploitatie van de SABENA als bedrijf voor internationaal luchtverkeer moet stellig worden gerekend de noodzaak een beroep te doen op zeer gespecialiseerd tech-

nisch personeel. Er is uiteraard een noodzakelijke band tussen enerzijds de regels die gelden voor het gebruik van de talen bij de behandeling van de zaken en anderzijds de regels met betrekking tot de verdeling van de betrekkingen over de ambtenaren van de ene en van de andere taalrol. Voortgaande op de bestaande toestand, kan de Regering oordelen dat de toepassing op de SABENA van de regel die door de artikelen 17, § 1, A, 39, § 1, 44 en 46, § 1, is vastgesteld voor het gebruik van de talen bij de behandeling van de zaken, die vennootschap niet voldoende armslag zou laten voor het aanwerven van haar gespecialiseerd technisch personeel.

2. Volgens de algemene regel van artikel 43, § 3, van de gecoördineerde wetten waarnaar de artikelen 44 en 46, § 1, verwijzen, bepaalt de Koning, voor elk van de diensten waarvan de werkkring het ganse land bestrijkt en waarvan de zetel in België gevestigd is, voor de betrekkingen beneden de graad van directeur "het aantal betrekkingen dat aan het Nederlands en aan het Frans kader dient toegewezen met inachtneming, op alle trappen van de hiërarchie, van het wezenlijk belang dat de Nederlandse en Franse taalgebieden respectievelijk voor iedere dienst vertegenwoordigen". Volgens de parlementaire voorbereiding van de wet van 2 augustus 1963 is de eerste maatstaf ter beoordeling van het wezenlijk belang dat een dienst respectievelijk voor het Nederlandse en het Franse taalgebied vertegenwoordigt "het volume van de zaken" die in de ene of in de andere taal moeten worden behandeld (verklaring van de Hr SAINT-REMY, verslaggever, in de ver-

regeringsnota (afgedrukt in het verslag van de Hr SAINT-REMY, Gedr. St. Kamer, zitting 1961-1962, nr. 331/27, blz. 32) en ook aangehaald door de Heer de STEXHE in zijn verslag (Gedr. St. Senaat, zitting 1962-1963, nr. 304, blz. 27-28).

Uitgaande van de eigen omstandigheden van de exploitatie van de SABENA, heeft de wetgever van 1963 het nodig geacht in de bestuurstaalwet een bepaling op te nemen die de Koning machtigt om voor die vennootschap bijzondere maatregelen vast te stellen.

Aangezien het gaat om een afwijkingsbepaling, kan de Regering zich in de uitoefening van de bevoegdheid die zij daaraan ontleent, laten leiden door het in het verslag aan de Koning vooropgestelde begrip dat, wegens de aard van de activiteit van de SABENA "de omvang van de door haar te behandelen zaken niet afhankelijk is van het wezenlijk belang dat de Nederlandse en de Franse taalgebieden vertegenwoordigen".

*

Krachtens artikel 48 van de gecoördineerde bestuurstaalwetten kan de Koning dus voor de SABENA slechts afwijkingen toestaan die verantwoord zijn door de omstandigheden welke eigen zijn aan de exploitatie van die vennootschap; maar met inachtneming van die beperking kan hij alle dienstige afwijkingen toestaan.

.../...

De Regering treedt dus niet buiten de grenzen van de beoordelingsbevoegdheid welke zij aan artikel 48 ontleent, wanneer zij voor de SABENA bijzondere maatregelen vaststelt met inachtneming enerzijds van de eigen aard van de werkzaamheden van die vennootschap en anderzijds van de noodzaak om haar de nodige armslag te laten voor het aanwerven van gespecialiseerd technisch personeel. Onder inachtneming van die omstandigheden kan de Koning, behoudens uitzonderingen, beslissen dat "in de diensten van de vennootschap, waarvan de werkkring het hele land bestrijkt, de betrekkingen toegekend aan personeelsleden van Belgische nationaliteit op alle trappen van de hiërarchie in gelijke mate worden toegewezen aan personeelsleden van de Nederlandse taalrol en personeelsleden van de Franse taalrol" (artikel 10, § 2, eerste lid, van het ontwerp).

Om al die bijzondere maatregelen voor de SABENA tot een samenhangend geheel te maken, kan de Regering, op grond van artikel 48 van de gecoördineerde wetten, de in artikel 7 van het ontwerp bedoelde afwijkende regels vaststellen "voor de behandeling van de zaken die in de nationale luchthaven (Zaventem) gelocaliseerd of localiseerbaar zijn".

*

* *

.../...

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Aanhef.

Het tweede lid moet als volgt worden geredigeerd :

"Gelet op de adviezen van de erkende vakorganisaties;"

Onderzoek van de artikelen.

Men gebruike de tegenwoordige in plaats van de toekomende tijd, met name in artikel 4.

*

Artikel 2.

Dit artikel is juridisch overbodig. Acht de Regering het uit opportuniteitsoverwegingen nodig, het afwijkende karakter van het besluit ten aanzien van de taalwetgeving te benadrukken, dan moet het artikel als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 2.-
De vennootschap is onderworpen aan alle bepalingen van de taalwetgeving voor zover dit besluit er niet uitdrukkelijk van afwijkt".

Voorts zou dit artikel beter onder hoofdstuk I komen

.../...

Artikel 3.

Al geeft het verslag aan de Koning een extensieve betekenis aan de woorden "de gewoonlijk op internationaal luchtvaartgebied gebruikte of voorgeschreven terminologie", de tekst staat alleen het gebruik van de "terminologie" toe, niet het gebruik van de vreemde taal.

Het is niet duidelijk hoe een zo beperkte machtiging overeen te brengen is met de vooraan in het artikel genoemde vereisten inzake techniek en veiligheid.

Krachtens artikel 3, 2), mag een vreemde taal alleen worden gebruik "naast" de door de taalwetgeving voorgeschreven taal of talen.

Een onderrichting voor het personeel dat met het onderhoud van de vliegtuigen belast is, zou dus in verscheidene talen moeten worden gesteld.

Voorts is de verwijzing naar internationale overeenkomsten al te beperkend, voor zover de SABENA ook anderssoortige akkoorden mocht sluiten.

Voorgesteld wordt het artikel als volgt te redigeren :

"Artikel 3.-

Wanneer, uit een technisch oogpunt of uit een oogpunt van veiligheid, de behoeften of de gebruiken van het internationaal burgerlijk luchtverkeer het wettigen, kan de vennootschap :

.../...

1° in haar binnendiensten en in de betrekkingen tussen haar in België gevestigde diensten de op internationaal luchtvaartgebied gebruikelijke (taal) bezigen;

2° voor de dienstorders en de onderrichtingen aan het personeel, alsook voor de formulieren en drukwerken voor de binnendienst, ook andere dan de door de taalwetgeving voorgeschreven (talen) gebruiken;

3° in de betrekkingen tussen haar in België en in het buitenland gevestigde diensten andere dan de door de taalwetgeving voorgeschreven (talen) gebruiken".

Artikel 4.

Men vervange de woorden "de concurrentiële noodwendigheden" door de juistere wending "de behoeften van de concurrentie".

Dezelfde opmerking geldt voor andere bepalingen van het ontwerp waarin die woorden voorkomen.

Artikel 5.

Voorgesteld wordt het eerste lid als volgt te redigeren :

"Wanneer de behoeften van de concurrentie, van de techniek of van de veiligheid van het internationaal burgerlijk luchtverkeer het vereisen, kan de vennootschap van bepaalde ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Volgens de commentaar van de Vaste Commissie voor taaltoezicht, bedoelt de Regering het met het tweede lid zo, dat het eerste lid slechts per geheel van betrekkinger of functies toegepast mag worden.

Is dat werkelijk zo, dan zou die bedoeling met een afzonderlijke volzin in de tekst tot uitdrukking moeten worden gebracht.

Voorgesteld wordt :

"Het eerste lid mag slechts voor een geheel van betrekkingen of functies, en na advies van de Vaste Commissie voor taaltoezicht worden toegepast".

De eerste volzin van het derde lid moet als volgt worden geredigeerd :

"De bijkomende en aangepaste kennis van een van de landstalen wordt getoetst aan de hand van het examen dat wordt afgelegd voor een examencommissie waarvan de samenstelling door de raad van beheer van de vennootschap wordt bepaald".

Artikel 6.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, zou de Regering de Minister willen machtigen om de vennootschap, ter zake van reclame en vervoerdocumenten, te ontslaan, niet alleen van de verplichting om aan de landstalen voorrang boven vreemde talen te verlenen, maar ook van de verplichting om de landstalen samen met vreemde talen te gebruiken. Noch het verslag aan de Koning,

.../...

noch de tekst van artikel 6 van het ontwerp geven die bedoeling juist weer.

Derhalve wordt voorgesteld die bepaling als volgt te redigeren :

"Artikel 6.-

§ 1. Wanneer de behoeften van de concurrentie het vereisen, kan iedere gewestelijke dienst van de vennootschap de voor het publiek bestemde berichten, mededelingen en formulieren in andere talen stellen dan die waarvan het gebruik door de taalwetgeving is voorgeschreven. In dat geval moeten de landstalen de vreemde taal voorafgaan. Inzake reclame kan de Minister de vennootschap op voorstel van haar raad van beheer ontslaan van de verplichting de landstalen te gebruiken dan wel er voorrang aan te verlenen.

§ 2. Wanneer de behoeften van de concurrentie het vereisen, kan iedere gewestelijke dienst van aan klanten afgegeven akten, getuigschriften, verklaringen, machtigingen en vergunningen gebruik maken van andere talen dan die waarvan het gebruik door de taalwetgeving is voorgeschreven. In dat geval moeten de landstalen de vreemde taal voorafgaan. Inzake vervoerdocumenten kan de Minister de vennootschap, op voorstel van haar raad van beheer, ontslaan van de verplichting de landstalen te gebruiken dan wel er voorrang aan te verlenen".

Artikel 7.

Zie algemene opmerking B II.

.../...

Het artikel kan als volgt worden gelezen :

"Artikel 7.-

Onder voorbehoud van artikel 3, gedragen de diensten van de vennootschap waarvan de werkkring het ganse land bestrijkt en die in België gevestigd zijn, zich in de binnendienst, in hun onderlinge betrekkingen en in hun betrekkingen met de niet tot de vennootschap behorende diensten waarvan de werkkring het ganse land bestrijkt, naar de volgende bepalingen :

a) voor de behandeling van de zaken die in de nationale luchthaven (Zaventem) gelocaliseerd of localiseerbaar zijn, gebruiken die diensten het Nederlands of het Frans naargelang de zaak wordt toevertrouwd aan een ambtenaar van de Nederlandse dan wel van de Franse taalrol;

b) bovendien wordt de ene helft van de onder a) bedoelde zaken aan de ambtenaren van de Nederlandse, de andere helft aan de ambtenaren van de Franse taalrol toegewezen".

Artikel 8.

Dit artikel stelt voor de in artikel 7 bedoelde diensten dezelfde regels als artikel 6 voor de gewestelijke diensten voorschrijft.

Over de in elk van beide paragrafen van artikel 8 bedoelde vrijstellingen is dezelfde vraag gerezen en is door

.../..

de gemachtigde ambtenaar dezelfde uitleg verstrekt als over de vrijstellingen die krachtens elk van beide paragrafen van artikel 6 kunnen worden verleend.

Daarom moet de redactie van artikel 8 aansluiten bij die van artikel 6. Voorgesteld wordt :

"Artikel 8.-

§ 1. Wanneer de behoeften van de concurrentie het vereisen, kunnen de in artikel 7 bedoelde diensten van de vennootschap de voor het publiek bestemde berichten, mededelingen en formulieren in andere talen stellen dan die waarvan het gebruik door de taalwetgeving is voorgeschreven. In dat geval moeten de landstalen de vreemde taal voorafgaan. Wanneer het gaat om reclame, of om de eisen inzake veiligheid van het luchtverkeer, kan de Minister echter de vennootschap op voorstel van haar raad van beheer ontslaan van de verplichting de landstalen voorrang te verlenen, of van de verplichting ze te gebruiken.

§ 2. Wanneer de behoeften van de concurrentie het vereisen, kunnen de in artikel 7 bedoelde diensten van de vennootschap voor aan klanten afgegeven akten, getuigschriften, verklaringen, machtigingen en vergunningen, gebruik maken van andere talen dan die waarvan het gebruik door de taalwetgeving is voorgeschreven. In dat geval moeten de landstalen de vreemde taal voorafgaan. Inzake vervoerdocumenten kan de Minister de vennootschap, op voorstel van haar raad van beheer, ontslaan van de verplichting de landstalen voorrang te verlenen, of van de verplichting ze te gebruiken".

.../...

Artikel 9.

Dit artikel doelt op in het buitenland gevestigde diensten van de vennootschap waar personeel van Belgische nationaliteit tewerkgesteld is.

Het gaat kennelijk uit van artikel 47, § 5, van de gecoördineerde wetten. Het is dan ook raadzaam in artikel 9 van het ontwerp nauwer aan te sluiten bij de termen van dat artikel 47, § 5, en het slot van artikel 9 als volgt te redigeren :"worden zo georganiseerd dat het Belgisch publiek zonder enige moeite in het Nederlands of in het Frans te woord kan worden gestaan".

Artikel 10.

Zie algemene opmerking B II.

§ 2, tweede lid.
Deze bepaling is als volgt geredigeerd :

"Voor het werkliedenpersoneel dat verbonden is aan een dienst gevestigd op de nationale luchthaven (Zaventem) is nochtans, gelet op het wervingsveld, een afwijking op deze regel geoorloofd".

Hiermede is wel overduidelijk bedoeld dat voor het werkliedenpersoneel van een dienst op de luchthaven kan worden afgeweken van de gelijke verdeling van de betrekkingen, op alle trappen van de hiërarchie, tussen personeel van de Nederlandse en van de Franse taalrol; die regel staat in artikel 10, § 2, eerste lid. Maar uit

.../...

de bepaling die hier aan de orde is, namelijk het tweede lid van diezelfde paragraaf, kan geenszins worden opgemaakt of de afwijkingen moeten worden vastgesteld bij algemene bepalingen dan wel bij individuele beslissingen. Evenmin valt eruit op te maken welke overheid bevoegd is om over de afwijkingen te beslissen. Artikel 10, § 2, tweede lid, moet dus zo worden herzien, dat de bedoeling van de Regering beter tot uiting komt.

Wat de tekst zelf betreft lijkt de term "wervingsveld" weinig geschikt. In de Franse tekst moet de onjuiste term "tolérée" worden vervangen door "autorisée".

§ 2, derde lid.

De tweemaal gebruikte term "gehandhaafd" moet telkens worden vervangen door "tot stand gebracht".

§ 3.

Het begin van deze bepaling kan beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 3. De raad van beheer van de vennootschap kan uitzonderlijk en bij een met 2/3 meerderheid genomen individuele beslissing ... (voorts zoals in het ontwerp)".

§ 4.

Ook hier redigere men de tekst zoals voorgesteld voor § 3.

.../...

§ 5, eerste lid.

Nauwkeurigheidshalve redigere men de bepaling als volgt :

"§ 5. De afwijkende regels bepaald in de §§ 3 en 4 kunnen niet worden toegepast dan nadat de Minister het advies van de Vaste Commissie voor taaltoezicht heeft ingewonnen".

§ 5, tweede lid.

Opdat geen onzekerheid kan bestaan bij de toepassing van deze bepaling zou in het tweede lid moeten worden voorgeschreven dat het advies van de Vaste Commissie voor taaltoezicht ter kennis moet worden gebracht.

De bepaling zou derhalve als volgt kunnen worden geredigeerd :

"De Commissie brengt haar advies ter kennis binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag. Heeft binnen die termijn geen kennisgeving plaatsgehad, dan hoeft op het advies niet te worden gewacht".

Artikel 11.

Voor het eerste lid wordt de volgende tekst voorgesteld :

"De in artikel 10, § 2, voorgeschreven numerieke gelijkheid wordt binnen de kortste tijd geleidelijk tot

.../...

stand gebracht op elke trap van de hiërarchie, zodat ze volledig bereikt is uiterlijk vijf jaar na de inwerkingtreding van dit besluit".

Het derde lid zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"De Minister zendt bovendien ieder jaar in de loop van de maand maart aan de Vaste Commissie voor taaltoezicht een omstandig verslag met opgave van de maatregelen die tijdens het afgelopen jaar ter uitvoering van dit artikel zijn genomen".

Artikel 12.

§ 1. In deze paragraaf moet worden gelezen "... indien artikel 10, § 2, of artikel 11, eerste lid, niet toegepast had moeten worden ...".

§ 2. De verwijzing in de Franse tekst van deze paragraaf redigere men in de gebruikelijke vorm als volgt : "Au cours de la période prévue à l'article 11, alinéa 1er ...".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 12, § 1.

§ 4. Voorgesteld wordt :

"§ 4. De artikelen 10, § 2, en 11, doen geen afbreuk aan de rechten op een bevordering die door

.../...

personeelsleden verkregen zijn wegens het uitoefenen van functies waarvoor zij uiterlijk op de datum van inwerkingtreding van dit besluit aangewezen zijn".

Artikel 13.

§ 1. Voor deze paragraaf wordt de volgende tekst voorgesteld :

"§ 1. Ieder personeelslid van Belgische nationaliteit die in dienst is op de dag waarop dit besluit in werking treedt en verbonden is aan een dienst van de vennootschap waarvan de werkkring het ganse land bestrijkt, wordt door de raad van beheer van de vennootschap ingeschreven op de Nederlandse of op de Franse taalrol volgens de taal waarin hij zijn onderwijs heeft genoten, en die blijkt uit het diploma, het getuigschrift of de verklaring van het schoolhoofd".

§ 2. Deze bepaling zou naar de vorm als volgt moeten worden gewijzigd :

"... over de grondige kennis van de andere taal dan die welke overeenkomstig § 1 is bepaald ...".

§ 3. In het ontwerp luidt deze bepaling :

"§ 3. Zo voor de aanwerving geen diploma, studiegetuigschrift of verklaring van het schoolhoofd was vereist, wordt de grondige kennis van de taal van de rol waarbij

.../...

het personeelslid wenst ingedeeld te worden, vastgesteld door een examen. Wordt van dit examen vrijgesteld het personeelslid waarvan de diploma's, het studiegetuigschrift of de verklaring van het schoolhoofd getuigen dat hij zijn onderwijs eenvormig ofwel in het Frans, ofwel in het Nederlands genoten heeft. Hij wordt door de raad van beheer op de met deze taal overeenstemmende taalrol ingeschreven.

Het personeelslid dat krachtens bovenstaande lid van ambtswege op een taalrol is ingeschreven kan om de toepassing van de in § 2 bedoelde bepalingen verzoeken".

De bepaling zelf, noch het verslag aan de Koning, geven uitsluitsel over de volgende vragen :

a) moet het onderwijs worden geacht "eenvormig ofwel in het Frans ofwel in het Nederlands" te zijn genoten als de betrokkene een volledige studiecyclus in een taal, maar een andere volledige cyclus in de andere taal heeft gevolgd ?

b) wat is de toestand van het personeelslid dat verscheidene aan een volledige reeks studiejaren beantwoordende diploma's heeft behaald en zo'n volledige reeks studiejaren in het Nederlands en een andere in het Frans heeft gevolgd ?

c) moet de raad van beheer van de SABENA in de gevallen bedoeld in artikel 13, § 3, eerste lid, tweede volzin, het personeelslid van wie het weet dat het aan de gestelde eisen voldoet, van ambtswege ontslaan van de verplichting een examen af te leggen, of moet dat personeelslid integendeel een aanvraag om vrijstelling indienen ?

.../...

Ook naar de vorm is de bepaling met name van de volgende verbeteringen vatbaar :

- het eerste lid, eerste volzin, waar beter kan worden gelezen "... de grondige kennis van de taal die overeenkomt met de rol waarop het personeelslid moet worden ingeschreven ...".

De Nederlandse tekst van § 3 kan dan als volgt luiden :

"§ 3. Indien voor de aanwerving geen diploma, studiegetuigschrift of verklaring van het schoolhoofd vereist is, wordt de grondige kennis van de taal die overeenkomt met de rol waarop het personeelslid moet worden ingeschreven, getoetst aan de hand van een examen. Van dat examen wordt vrijgesteld het personeelslid van wie de diploma's, het studiegetuigschrift of de verklaring van het schoolhoofd ...".

§ 4. In de verwijzing naar het besluit van 30 november 1966 (nr. IX) moet dat besluit met zijn juist en volledig opschrift worden vermeld : "Koninklijk besluit van 30 november 1966 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, samengevat op 18 juli 1966(IX)"

.../...

Artikel 14.

De tekst luidt :

"Artikel 14.-

De taalrollen worden door de vennootschap bekendgemaakt binnen vier maanden na de inwerkingtreding van dit besluit.

Ieder in artikel 13 bedoeld personeelslid ontvangt tegen ontvangstbewijs, persoonlijk mededeling van zijn inschrijving op een taalrol.

Bovendien ontvangt ieder personeelslid van de vennootschap, op zijn verzoek, een kosteloos exemplaar van de bekendgemaakte taalrollen".

In de commentaar op artikel 14, eerste lid, zegt het verslag aan de Koning alleen : "De ... bekendmaking van de taalrollen zal op de bij de vennootschap gebruikelijke verspreidingswijzen van de algemene onderrichtingen geschieden".

Het is volstrekt nodig te bepalen of de voorgeschreven bekendmaking van de samenstelling van de taalrollen er een is voor het personeel van de vennootschap dan wel voor buitenstaanders. In het eerste geval heeft de bekendmaking weinig nut gelet op de voorschriften van artikel 14, tweede en derde lid. In het tweede moet het ontwerp-besluit zelf de vorm van bekendmaking

.../...

bepalen en er een kiezen die het buitenstaanders werkelijk mogelijk maakt kennis te nemen van de samenstelling van de taalrollen van het personeel van de SABENA.

Acht de Regering een bekendmakingsprocedure voor buitenstaanders te log, dan behoort zij naar middelen te zoeken om belanghebbende derden het recht op inzage van de taalrollen of van een gedeelte ervan te waarborgen. De economie zelf van artikel 15 van het ontwerp lijkt op een zodanige maatregel aan te sturen.

Uit artikel 15 blijkt dat de in artikel 14, eerste lid, voorgeschreven bekendmaking het uitgangspunt zal zijn voor een termijn om bezwaar in te dienen. Opdat geen moeilijkheden ontstaan in verband met het bepalen van de dag waarop de termijn ingaat, is het noodzakelijk dat de akte van bekendmaking gedagtekend wordt.

Artikel 15.

A. Artikel 15, eerste lid, luidt :

"Artikel 15.-

Onverminderd de mogelijkheden geboden door de taalwetgeving, kan elke belanghebbende, binnen twee maanden na de bekendmaking, bij een gemotiveerd verzoekschrift, gericht aan de voorzitter van de raad van beheer van de vennootschap, zijn inschrijving of die van een ander personeelslid betwisten".

.../...

Met de woorden "elke belanghebbende" vooraan in de tekst worden bedoeld zij die een inschrijving op een taalrol kunnen betwisten. In het verslag aan de Koning staat duidelijk : dat "het woord "belanghebbende" zowel het personeelslid dat zijn eigen inschrijving betwist als ieder ander natuurlijk of rechtspersoon viseert die doet blijken van een benadeling of een belang voorzien door artikel 19, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State".

De tekst eindigt met de woorden "zijn inschrijving of die van een ander personeelslid betwisten", en houdt dus logischerwijs in dat het verzoekschrift om een inschrijving op een taalrol te betwisten alleen van een personeelslid van de SABENA kan uitgaan. Hij is dus niet in overeenstemming met de eerder gebruikte formule, noch met de uitleg in het verslag aan de Koning die er de draagwijdte van bevestigt. De slotwoorden van artikel 15, eerste lid, moeten bijgevolg door de volgende tekst worden vervangen : "zijn inschrijving of enige andere inschrijving op een van de taalrollen betwisten".

B. Bij artikel 15 is nog het volgende op te merken.

In het eerste lid zou nauwkeurigheidshalve moeten worden gelezen : "binnen twee maanden na de in artikel 14, eerste lid, voorgeschreven bekendmaking".

.../...

In het tweede lid moeten de woorden "en, zo nodig, na het advies van het algemeen bestuur van de vennootschap te hebben ingewonnen" vervallen. Het spreekt vanzelf dat de raad van beheer van de SABENA alvorens hij in de uitoefening van zijn beheersbevoegdheid een beslissing neemt, het advies van de directeur-generaal kan vragen.

Artikel 16.

Het ontwerp-besluit is een maatregel tot toepassing van de gecoördineerde bestuurstaalwetten want het dient tot het vaststellen van de bijzondere bepalingen die nodig zijn om de toepassing van die wetten op de SABENA te regelen.

Artikel 16 van het ontwerp is derhalve niet meer dan een herhaling, wat de SABENA betreft, van de algemene regel van artikel 60, § 1, van de gecoördineerde wetten. Het dient dus als juridisch overbodig te vervallen.

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président,
de Heren : voorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
F. RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. MASQUELIN.

Le rapport a été présenté par M. A. COURTEJOIE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. MASQUELIN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. COURTEJOIE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. J. MASQUELIN.